

# Filtres et résonances des médias sociaux : Démocratie et sphère publique contemporaine

Hartmut Rosa



Université de Jena

## Résumé

Les conceptions démocratiques de la politique sont tacitement ou explicitement fondées sur un espace fonctionnel pour la formation de l'opinion publique dans un espace médiatique associé. L'élaboration des politiques nécessite donc un lien fiable avec les processus de formation de la volonté "publique". Ces processus ont constitué le point central de l'étude influente de Habermas sur la sphère publique. Cette contribution présente un aperçu de la "transformation structurelle" plus récente, dont les causes ne se limitent en aucun cas à la communication par les médias sociaux, et examine ses conséquences. Elle procède en trois étapes : 1) dans une certaine proximité avec Habermas, mais aussi au moyen de la théorie de la résonance, elle cherche à déterminer le type de sphère publique dont une politique démocratique a besoin ; 2) une analyse des problèmes au sein de la sphère publique contemporaine alimentera 3) une discussion sur les conditions pour la restauration d'une "sphère publique politique qui fonctionne". Ces conditions comprennent des changements dans les domaines de la participation, de la représentation et des espaces de rencontre.

## Mots-clés

aliénation, Habermas, sphère publique, résonance, médias sociaux

## Introduction

Les conceptions démocratiques de l'État-nation moderne, ou même d'entités supranationales à plus grande échelle, reposent généralement (tacitement ou explicitement) sur l'existence d'une arène fonctionnelle pour l'expression de l'opinion publique - et pour la *formation* d'une telle opinion - et d'un média associé. Il est impossible de fonder la légitimité démocratique de l'action politique simplement sur des actes de vote ponctuels ; elle exige au contraire un lien stable et fiable avec des processus de formation de la volonté "publique", dans lesquels des négociations complexes et continues entre les citoyens, les parlements et les gouvernements, entre la "société" et le gouvernement, sont nécessaires pour assurer la légitimité démocratique de l'action politique.

---

**Auteur correspondant** : Hartmut Rosa. Courriel : [hartmut.rosa@uni-jena.de](mailto:hartmut.rosa@uni-jena.de)

**Forum en ligne TCS** : <https://www.theoryculturesociety.org>

et "l'État", constitue le principal moyen par lequel le processus de prise de décision peut avoir lieu. La question de savoir de quel type de processus de négociation il s'agit, ou devrait s'agir, et des canaux par lesquels une "opinion publique" qui doit paraître en quelque sorte légitime ou "raisonnable" pourrait émerger, constitue le point de départ pour Jürgen Habermas dans son étude influente de 1962 sur *La transformation structurelle de la sphère publique*.<sup>1</sup>

Dans ce livre, Habermas, encore largement attaché au matérialisme historique, adopte une perspective quelque peu pessimiste. Il lui semblait que les institutions, les arènes et les porteurs d'une sphère publique authentiquement *bourgeoise* et de "culture-débat" (c'est-à-dire dans laquelle les citoyens lisaient, réfléchissaient et discutaient, formant et examinant leurs propres jugements) commenceraient inévitablement à s'éroder dans les conditions de la démocratie de masse (Habermas, 1990 : 248-66). Habermas craignait que les modes de communication libre entre les citoyens, qui permettaient l'examen éclairé des arguments et donc le développement discursif de la raison politique - bien qu'ils excluaient la majorité de la population active productive ou reproductive - ne cèdent la place à une sphère publique économique et gouvernementale "chargée de pouvoir", qui transformait les individus en "consommateurs de culture" et donc en destinataires ou clients manipulables. Habermas concevait la "sphère publique politique" comme un développement "autochtone", c'est-à-dire un échange communicatif incontrôlé entre les citoyens, c'est-à-dire des citoyens qui se considèrent comme des *acteurs politiques* et non comme des bourgeois purement économiques, même s'ils sont aidés par la presse et d'autres organes de publication. Cependant, dans une société capitaliste de bien-être, dans laquelle les travailleurs salariés commencent à jouer le rôle de clients vis-à-vis de l'État, Habermas (1990 : 326-42) envisage que la sphère publique se désintègre en une multitude de différents publics partiels ou d'*opinions privées* d'une part, et en une sphère publique "chargée de pouvoir" dominée par les intérêts économiques et politiques d'autre part.

A la lumière de son changement de paradigme, du matérialisme historique vers sa *Théorie de l'action communicative* (Habermas, 1986), et dans le sillage de l'euphorie démocratique qui a suivi l'effondrement du socialisme, Habermas adopte un ton nettement plus optimiste dans la préface de l'édition de 1990 de *Structural Transformation* et dans son travail ultérieur dans *Between Facts and Norms* (Habermas, 1998) : la culture de la délibération discursive et même le contrôle de l'État et de l'économie par le biais des arènes de la formation démocratique publique de la volonté et de la prise de décision - qui comprennent désormais les médias électroniques et les "associations libres" de la société civile - sont devenus pour lui éminemment plus concevables.<sup>2</sup> Cependant, en 2021, dans le sillage d'événements politiques tels que le référendum sur le Brexit, l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016 et la montée mondialement observable des mouvements populistes de droite tels que ceux de Bolsonaro au Brésil, Modi en Inde, Duterte aux Philippines ou Salvini en Italie - qui peuvent tous être considérés comme des manipulateurs hors pair de l'opinion publique -, il ne semble plus rester grand-chose de l'optimisme généralisé des années 1990, dont Habermas n'est certainement pas le seul exemple.

Au contraire, nous sommes forcés de nous demander comment l'idée d'*opinion publique* et de *sphère publique* peut être comprise dans les conditions actuelles et avec l'essor des médias sociaux. L'élection de Donald Trump, par exemple, s'est déroulée précisément *en contradiction* avec les opinions et les recommandations explicites des "journaux de référence" tels que le *New York Times* ou le *Washington Post* et de la plupart des membres des élites intellectuelles (Boczkowski et Papacharissi, 2018). Il semble incontestable que les processus, les arènes

et les cultures de la communication publique et de la formation de l'opinion publique ont subi une transformation rapide et significative à l'ère de Twitter, Facebook et autres, et que ces changements exercent une pression significative à la fois sur la politique établie et sur les théories existantes de la démocratie et de la sphère publique (Dean, 2003).

Dans ce qui suit, j'examinerai de plus près les récentes "transformations structurelles de la sphère publique" et leurs conséquences sur la prise de décision démocratique. Ce faisant, il apparaîtra clairement que les causes de la transformation ne sont en aucun cas à chercher uniquement dans l'établissement de la *communication par les médias sociaux*. Mon analyse se déroulera en trois étapes. Premièrement, dans une certaine proximité et en lien partiel avec Habermas, mais aussi au moyen de ma propre théorie de la résonance (Rosa, 2019a), je veux déterminer le type de sphère publique qu'un État véritablement démocratique exige. Dans un deuxième temps, j'explorerai les transformations structurelles et les problèmes devenus visibles au sein des formes actuellement dominantes de formation de l'opinion publique. Les résultats de mon enquête alimenteront ensuite certaines délibérations sur les formes de participation, de représentation et d'espaces de rencontre nécessaires au rétablissement potentiel d'une "sphère publique politique fonctionnelle" dans la troisième et dernière étape de mon analyse.

## Une conception démocratique et théorique de la sphère publique

La raison principale pour laquelle une sphère publique "fonctionnelle" (c'est-à-dire intacte et active) est considérée comme une condition du bon fonctionnement des sociétés démocratiques est la nécessité d'un processus d'échange constant et vivant entre les citoyens et l'action politique et la prise de décision de l'État, un processus qui peut être compris en termes d'*écoute et de réponse* mutuelles<sup>3</sup> et donc d'*adaptation* réciproque. L'idée d'adaptation renvoie ici à la manière dont les législateurs parlementaires se laissent inspirer et influencer dans leur prise de décision par les processus de formation de l'opinion publique d'une part, et au processus par lequel les citoyens s'approprient les décisions politiques en tant qu'expression de leur propre citoyenneté politique d'autre part. Pour qu'une telle adaptation ait lieu, il doit exister un jeu subtil ou un processus d'échange qui évolue progressivement pour rendre une ligne de conduite particulière capable de faire l'objet d'un consensus, d'un compromis ou au moins d'un soutien important de la part d'une série de participants différents. Dans l'interaction complexe entre l'adaptation de la politique aux développements et aux besoins de la société et l'adaptation de la société aux décisions politiques qui en résultent, les capacités de réflexion et de contrôle démocratique de la société sont progressivement mises à l'épreuve et améliorées.

L'institution représentative d'un parlement législatif élu ne suffit évidemment pas ici, puisque la formation démocratique de l'opinion est elle-même un processus continu et dynamique de changement et de développement. Dans le domaine de la politique publique, les positions et les intérêts ne sont pas seulement articulés, mais discutés et délibérés, canalisés et filtrés à travers un large éventail de plates-formes et de niveaux et dans un grand nombre d'"arènes" politiques différentes. Il est essentiel de souligner ici que pour de nombreux problèmes, en particulier les problèmes aigus, les opinions, les positions et même les intérêts des citoyens ne sont pas toujours clairs dès le départ : au contraire, ils ne prennent souvent forme qu'au cours de la discussion et de la délibération publiques, et sont sujets à des modifications répétées tout au long de ce processus. Pour Habermas, ce processus de rationalisation - lorsqu'il est orienté vers les principes d'un discours libre de toute domination et de la force non forcée de l'opinion publique - peut être considéré comme un processus de rationalisation.

Pour Habermas, ce processus de rationalisation - lorsqu'il est orienté vers les principes du discours sans domination et de la force non forcée du meilleur argument - constitue le moyen par lequel "la voix de la raison", à travers la mise à l'épreuve des arguments contre les faits et contre le caractère généralisable des positions, est finalement capable de prévaloir.

Il n'est cependant pas nécessaire de partager cette conception particulière, cognitiviste, de la rationalité discursive pour être convaincu que l'"adaptation" démocratique doit se faire dans un processus d'échange mutuel dans lequel les positions les plus diverses *ont une voix* et peuvent être *entendues* (ce qui, bien sûr, implique également que les personnes impliquées doivent avoir une certaine forme d'"oreille"). L'idée centrale qui sous-tend la conception républicaine de la démocratie repose sur la conviction que les citoyens se rencontrent *en ayant réciproquement quelque chose à dire*. En conséquence, ils se laisseront atteindre et émouvoir par les voix et les arguments des autres, tout comme ils trouveront à leur tour une voix efficace dans les discussions, un processus qui conduit à la transformation continue non seulement des opinions et des positions des individus, mais aussi de leur subjectivité même. Dans ce sens, la démocratie n'est pas simplement une question d'échanges réflexifs et cognitifs, mais quelque chose qui possède en plus une dimension de pure "viscéralité" : l'implication corporelle et affective a un rôle vital à jouer dans un processus continu de rencontre qui conduit à la transformation dynamique des opinions, des positions et des identités des individus. Par conséquent, la sphère publique ne devrait pas être conceptualisée uniquement comme une arène pour un échange abstrait d'arguments ou la négociation d'intérêts, mais comme un espace de rencontre physique et virtuel, conceptuel et esthétique, dont la qualité devrait être jugée par la forme, la variété et la solidité des relations qu'il permet et institutionnalise. C'est pourquoi j'ai développé le concept de "résonance" comme critère de cette qualité.

La résonance est définie comme une forme spécifique de relation (entre deux ou plusieurs entités qui peuvent être des personnes, mais pas nécessairement) caractérisée par quatre éléments distinctifs (Rosa,

2019a : 164-74) : 1) *Affection* : être ouvert et réceptif aux choses qui touchent ou aux voix qui appellent ; 2) *E → motion* : être capable de répondre et de tendre la main à l'appel ou au toucher d'une manière qui se caractérise par l'auto-efficacité. Ainsi, les points 1) et 2) définissent une relation dynamique d'écoute et de réponse mutuelles. 3) *Transformation* : être transformé dans ce jeu d'appel/toucher et de réponse ainsi qu'être capable d'exercer une influence transformatrice sur l'environnement également. 4) *Incontrôlabilité* : le quatrième élément est l'ouverture, l'incontrôlabilité et l'imprévisibilité de ce processus. La résonance n'est pas une forme de relation stimulus-réponse ou cause-effet, mais une rencontre dynamique et créative. C'est le lieu de la "natalité" au sens de Hannah Arendt (1998) : elle définit le moment où les chaînes d'interaction peuvent être brisées et où quelque chose de nouveau peut naître.

C'est la raison pour laquelle je me réfère aux idées d'adaptation et d'appropriation : tout au long du processus de formation de l'opinion et de prise de décision démocratique, il est possible que les positions évoluent vers un terrain d'entente en tant que base de la décision politique. Cela ne signifie nullement que les conflits d'intérêts et de valeurs disparaissent ou que les conflits sont miraculeusement éliminés. En effet, les décisions finissent souvent par être prises sur la base de l'opinion majoritaire et en opposition aux positions des minorités. Cependant, ce n'est que lorsque ces décisions sont le résultat d'une "sphère publique politique fonctionnelle" et de processus d'adaptation concomitants qu'elles peuvent être reconnues comme des décisions démocratiques légitimes, même de la part des partis vaincus.

Si l'"opinion publique" doit être comprise dans ce sens, comme le résultat d'un processus partagé d'articulation, de discussion et de délibération, alors la confusion entre un tel processus et le résultat des enquêtes prend une importance théorique significative. Le flux constant d'enquêtes d'opinion et de "sondages" sur des questions importantes ou controversées ne doit en aucun cas être considéré comme représentant l'opinion publique ; il s'agit plutôt de l'agrégation d'opinions *privées* (pour ainsi dire pré-politiques). Dans la sphère publique politique, ces opinions privées représentent certainement des considérations importantes qui doivent être prises en compte. Elles constituent le point de départ de la formation de l'opinion publique, et non le point d'arrivée ou le résultat ; elles *ne sont pas* l'opinion publique, mais la base à partir de laquelle elle peut se développer. Les hommes politiques qui s'inspirent des "sondages" (par exemple les sondages sur l'ouverture des frontières aux réfugiés, sur l'avortement, sur le revenu de base universel, etc.) s'orientent donc, contrairement au langage populaire, *non pas* sur l'opinion publique, mais sur les opinions privées de citoyens privés dans leur rôle *de* citoyens privés. Il est intéressant de noter que c'est un point sur lequel Habermas (alors encore d'inspiration marxiste) et le théoricien politique conservateur Wilhelm Hennis étaient d'accord, tous deux tirant leur motivation de leurs préoccupations concernant la désintégration de la sphère publique politique. De la même manière que Habermas, mais cinq ans avant la publication de *La transformation structurelle de la sphère publique*, Hennis a souligné que pour l'État moderne, "qui, dans le cadre de la séparation des pouvoirs, exige et proclame la codétermination, voire la souveraineté, du peuple, [l'opinion publique] est non seulement une condition préalable à l'existence de l'autorité, mais aussi sa base de légitimation" (Hennis, 1999 [1957] : 48 ; ma traduction). Dans un sens tout aussi habermassien, Hennis souligne également que la formation de l'opinion publique ne peut pas être simplement le résultat de (l'agrégation de) l'*opinion*, mais doit plutôt être considérée comme une question de *jugement* (Hennis, 1957 : 52). Hennis écrit que "40% de réponses positives et 35% de réponses négatives, avec un certain nombre de "je ne sais pas" pour le reste, ne constituent en aucun cas une opinion publique". Il poursuit : Même les lois les plus élémentaires de l'anthropologie politique interdisent d'assimiler un interrogatoire privé de citoyens privés anonymes par des citoyens privés à une expression d'opinion publique de quelque nature que ce soit" (Hennis, 1957 : 52, 59f).<sup>4</sup>

Il est important de reconnaître que la distinction entre l'opinion publique et les opinions privées agrégées n'est pas simplement due au fait que la première a subi un processus de "filtrage" argumentatif et pas la seconde, mais parce qu'elles sont de nature fondamentalement différente. Les opinions politiques qui sont exprimées en public, et qui alimentent donc le discours politique, doivent nécessairement adopter une perspective et une logique civiques. Cela signifie qu'une préférence politique ne peut être comprise et appréhendée comme (un élément de) l'opinion publique si elle est formulée comme une simple question d'intérêt privé. Le lien avec le bien commun (quelle que soit la rhétorique utilisée) est indispensable à la formulation des arguments politiques si l'on veut les distinguer de ceux qui ne concernent que les intérêts privés (Kielmansegg, 1977 ; Dean, 2003). Un individu qui souhaite demander l'abolition du contrôle des loyers, par exemple, ne peut pas le justifier simplement en disant que cela le rendrait plus riche - au contraire, il doit argumenter que l'abolition servirait d'une certaine manière le bien commun (c'est-à-dire les locataires aussi bien que les propriétaires). A la suite de Rousseau, cette distinction a généralement été formulée en termes de perspective civique (*citoyenne*) d'une part et de perspective privée ou de marché (bourgeoise) d'autre part. Habermas et Hennis sont tous deux d'accord pour dire que, lorsqu'il s'agit de questions d'opinion publique,

la formation de la volonté politique doit s'inscrire dans une perspective civique pour prétendre ou conférer une légitimité.

Le problème central auquel Habermas est confronté tout au long de *La transformation structurelle de la sphère publique* est le suivant : dans les théories plus anciennes du droit constitutionnel, le concept d'opinion publique repose sur l'idée de citoyens délibérants économiquement indépendants, capables de s'affirmer face à l'État de manière confiante et indépendante ; cependant, ce processus a été obtenu au prix de l'exclusion démocratiquement illégitime de la majorité de la population sous la forme de femmes et d'ouvriers. Suite à l'expansion de la démocratie et de l'État-providence (qui rend cette participation possible), les citoyens qui constituent la sphère publique politique contemporaine se retrouvent *toujours* aussi "clients" et, à bien des égards, *dépendants de l'État* ; en d'autres termes, ils sont *toujours* des *parties intéressées*. Ce dilemme constitue la base de l'attitude pessimiste de Habermas dans l'édition originale de son livre. En revanche, l'optimisme croissant de Habermas dans la préface de l'édition de 1990 est basé sur la considération que la séparation de la perspective bourgeoise et de la perspective *citadine* ne doit pas nécessairement avoir lieu dans les individus eux-mêmes ou dans leur pensée, mais peut être le résultat du processus même de formation de l'opinion publique. Dans les situations où une "sphère publique politique fonctionnelle" est capable de fonctionner efficacement, les points de vue civiques s'affirment "automatiquement", pour ainsi dire, dans un processus en plusieurs étapes de filtrage et de canalisation des positions et des arguments. La moralité que Rousseau exige des citoyens, et qu'il intègre dans les motivations et les vertus de l'individu, doit être ancrée dans le processus de communication publique lui-même" (Habermas, 1990 : 38, ma traduction).<sup>5</sup> Une telle évaluation optimiste est, bien sûr, basée non seulement sur les événements historiques contemporains de cette période, mais aussi sur les prémisses conceptuelles de la *Théorie de l'action communicative*.

Il n'est cependant pas nécessaire de partager les prémisses de cet argument pour accepter le lien indéniable entre la nature de l'opinion publique et les fondements philosophiques de la démocratie représentative libérale (Hennis, 1957 : 58). Si l'on s'en tient à l'idée que l'opinion publique doit être, premièrement, *plus que* l'agrégation d'opinions privées et, deuxièmement, le résultat d'un *processus* dynamique de formation collective de la volonté démocratique, il est clair, d'une part, que sa formation requiert des espaces et des pratiques spécifiques pour la *répétition et l'exercice*, ainsi que des structures appropriées de médias pour la "publicité" et, d'autre part, que l'opinion publique est un élément essentiel de la vie politique et sociale, d'autre part, qu'elle dépend de l'existence d'un "monde de vie conforme" dans le sens où les mondes expérientiels des citoyens doivent générer, ou au moins permettre, un intérêt justifié dans une telle formation de volonté politique en premier lieu. Cependant, comme je l'esquisserai dans la section suivante, dans les conditions de la modernité tardive, ces deux ensembles de présupposés sont devenus une fois de plus très problématiques.

### **La transformation structurelle de la sphère publique au 21<sup>e</sup> siècle**

Il ne faut pas beaucoup de réflexion pour se rendre compte que la conception originale de Habermas d'une sphère publique composée de citoyens "débattant de la culture" engagés dans un processus continu et cohérent d'éducation et d'échange par le biais de la lecture, de la délibération et de la communication est très éloignée de la réalité politique du début du 21<sup>e</sup> siècle. Si la formation de l'opinion publique

dépend d'un processus de formation de la volonté collective au cours duquel les opinions individuelles sont formées et réformées de manière dynamique pour servir de base de légitimité à l'action politique, alors une analyse de la transformation structurelle de la sphère publique doit commencer par une enquête sur les conditions dans lesquelles les opinions politiques sont formées dans les sociétés contemporaines de la fin de la modernité.

La tendance la plus frappante et, en même temps, la plus inquiétante dans les sociétés occidentales et dans la plupart des sociétés non occidentales est peut-être la séparation croissante entre les mondes de vie des différents groupes de population, c'est-à-dire les communautés de "race"/couleur, de classe et de croyance, et l'éloignement progressif de leurs pratiques culturelles et donc de leurs corpus d'opinions et de connaissances.<sup>6</sup> Une telle dérive n'est pas nécessairement, ou du moins pas principalement, caractérisée par une *incompatibilité* fondamentale entre différents corps de connaissances ou de pratiques, mais plutôt par le manque de contact et d'échange entre différents espaces de mouvement, de pratique et d'information.

Plus intéressant encore, un groupe de chercheurs du New England Complex System Institute a réussi à montrer, dans une étude sur la fragmentation sociale aux États-Unis, que la séparation réelle des mondes de vie en ce qui concerne les structures de communication, de mouvement, d'intérêt et d'expérience est étroitement reflétée par les structures de communication qui émergent dans les sphères virtuelles de l'internet. Nos observations sont cohérentes avec l'émergence de groupes sociaux dont l'association et la communication séparées renforcent des identités distinctes. Plutôt que d'éliminer les frontières, l'espace virtuel les reproduit, car les gens reflètent leur vie hors ligne en ligne. Comprendre les mécanismes à l'origine de l'émergence de la fragmentation dans les systèmes sociaux hyperconnectés est impératif à l'ère de l'internet et de la mondialisation", concluent-ils (Hedayatifar et al. 2019).

Une tendance que Habermas qualifie de "restructuration du monde de l'expérience" menace ainsi de saper l'une des conditions préalables les plus importantes à l'existence d'une sphère publique fonctionnant politiquement, à savoir l'existence d'espaces vitaux de rencontre physique, affective et discursive au sein d'un monde de vie partagé. L'idée optimiste de Habermas d'une sphère publique "autochtone", qui réussit à exercer les "fonctions critiques d'un processus de communication autorégulé, en réseau horizontal, inclusif et plus ou moins discursif, soutenu par des institutions faibles" (1990 : 28), devient donc de plus en plus irréaliste. La fragmentation n'est pas simplement une question de ségrégation croissante en termes d'espace résidentiel - c'est-à-dire de personnes issues de milieux différents. L'intensification générale des modèles de mobilité spatiale et le relâchement concomitant des "amarres" socio-spatiales font que les voisins fréquentent souvent des jardins d'enfants et des écoles différents, fréquentent des magasins et des installations de loisirs distincts, travaillent dans des contextes hétérogènes, etc. (Van Eijk, 2011).

La différenciation devient plus radicale lorsque nous prenons en compte d'autres indicateurs de style de vie que ceux du travail, de l'éducation et du logement : les individus issus de milieux sociaux et culturels différents achètent leur nourriture et leurs vêtements dans des magasins différents, fréquentent des restaurants différents, profitent d'attractions culturelles et de moyens de transport différents, passent leur temps libre différemment, regardent des films différents, écoutent des programmes de radio, des chaînes de télévision et des formats différents, lisent des médias imprimés différents et naviguent sur des sites différents, mais ils ne sont pas les mêmes.

sites web. L'une des conséquences de cette situation est la perte de la perception d'un terrain commun entre les différents mondes de vie, car les personnes issues de milieux socioculturels (et ethniques) différents se sentent à l'aise dans des univers de connaissances, de pratiques et de discours très différents. Certains de ces effets de ségrégation refont également surface entre les différents groupes d'âge, même au sein d'un même milieu socioculturel : les mondes de vie physiques et virtuels, et donc les *mondes expérientiels* des jeunes et des personnes âgées, sont également très différenciés. Certes, les différences de mode de vie sont loin d'être un phénomène nouveau ; au contraire, comme l'a montré Pierre Bourdieu (2010) il y a longtemps, les groupes sociaux s'efforcent continuellement d'établir des marqueurs de distinction à de nombreux niveaux de la vie. Cependant, ces distinctions ont jusqu'à présent fonctionné précisément dans un contexte de vie *partagée* dans lequel les membres de différents groupes se rencontrent, interagissent et se disputent afin de façonner et d'inter-prêter ces espaces communs d'expérience. Certes, il a toujours existé des "niches" exclusives pour les différentes classes sociales ou les différents milieux, comme l'opéra pour les classes supérieures ou le local syndical pour les ouvriers, mais dans ces espaces, les expériences qui ont eu lieu dans la sphère partagée du monde de la vie ont été réfléchies, discutées et trans- formées en différentes interprétations et attentes, qui pouvaient alors, à leur tour, faire l'objet d'une négociation politique et culturelle. L'érosion de ces espaces *partagés* (en particulier ceux des *médias*) face à un monde numérique qui est globalement connecté mais de plus en plus différencié, est peut-être *le* défi central de l'époque actuelle.

Les phénomènes qui remettent en question les principes fondamentaux de la démocratie, tels que les "fake news" ou la "société de la post-vérité", sont, à mon avis, structurellement enracinés dans cet état de fait : Si les univers divergents de discours, les sphères de pratique et les mondes de vie que les individus habitent au quotidien ne partagent plus un degré suffisant de chevauchement, il ne devrait pas être surprenant que chacun de ces mondes finisse par produire sa propre forme distinctive de connaissance et de réalité.

Il y a une différence essentielle entre un monde commun dans lequel les gens vivent, travaillent et discutent les uns avec les autres dans des conditions très inégales - et ont donc des expériences et des interprétations très différentes de l'espace partagé - et un contexte dans lequel ils se déplacent dans des mondes qui sont presque complètement séparés les uns des autres. Un exemple concret de cette séparation expérientielle peut être trouvé dans le trajet quotidien de l'école qui a toujours constitué un espace crucial de socialisation pour les adolescents : si les enfants de parents aisés n'utilisent plus le bus scolaire, mais sont conduits aux portes d'un lycée d'élite dans la SUV de leurs parents, ils perdent un espace physique quotidien (c'est-à-dire visuel, auditif, olfactif, haptique) de rencontre avec des enfants d'autres milieux sociaux. À un niveau plus général, une ligne de faille expérientielle similaire peut être identifiée dans l'analyse de David Goodhart (2017) de la séparation vie-monde et discursive entre les réalités quotidiennes des "somewheres" et des "anywheres".

Comme le montre l'étude de Hedayatifar et al. (2019), la séparation physique des mondes de vie est reproduite et reflétée dans l'espace virtuel. La construction établie d'un monde commun à partir de faits, d'interprétations, d'histoires et de personnalités dans les journaux télévisés et radiophoniques ainsi que dans la presse écrite a fait place à une grande variété de sous-univers médiatiques qui ne sont pas tant en concurrence que scellés les uns aux autres. Les sous-univers de ce type sont souvent construits par des relations étroites entre les chaînes de télévision, la radio et les médias Internet et les espaces de pratique correspondants, car ils utilisent tous des faits, des interprétations, des histoires et des visages afin de construire un domaine spécifique

de l'expérience. Des individus qui sont des mégastars ou des points de référence importants dans un contexte (par exemple, sur Netflix ou Instagram) peuvent ainsi être presque ou même complètement inconnus dans un autre univers médiatique (par exemple, sur HBO ou TikTok). Pour simplifier un peu, alors que jusque dans les années 1990, TF1 Actualités ou BBC News servaient à établir un cadre de référence factuel qui était ensuite interprété et négocié discursivement à travers un large spectre de médias politiques, allant du *Socialist Worker* au *Daily Telegraph*, la modernité tardive offre un cosmos global composé uniquement d'univers de discours faiblement connectés entre eux. Lorsque Hannah Arendt (1958 : 300, ma traduction) affirme que l'action politique consiste à déterminer "à quoi le monde en tant que monde [...] devrait ressembler et sonner", la question qui se pose est la suivante : à quel monde exactement cela fait-il référence aujourd'hui ?

Pourtant, l'affirmation selon laquelle nous assistons à l'émergence de "chambres d'écho" médiatiques et de "bulles de filtre" totalement isolées les unes des autres est trop simple, voire carrément fautive. Les spécialistes des études sur les médias et les théoriciens politiques ont, à plusieurs reprises et avec beaucoup d'inquiétude, postulé qu'une tendance à l'homophilie sociale, renforcée par des algorithmes, par laquelle les individus se limitent aux sites web, aux canaux d'information et de communication et aux contacts qui partagent leurs propres préférences, opinions et valeurs, pourrait conduire à l'émergence de *bulles de filtrage* informationnelles et de *chambres d'écho* communicationnelles dans lesquelles des compréhensions partielles et unilatérales de soi et du monde sont constamment renforcées et confirmées, et où les opinions alternatives sont perçues comme de plus en plus déviantes et traitées avec une hostilité grandissante. Selon cette thèse, de tels développements conduisent inévitablement à une fragmentation et une polarisation sociales massives et mettent ainsi en danger les bases mêmes qui servent de fondement à la démocratie<sup>(8)</sup>. Ils produisent une *immunisation épistémique* contre les faits ou les arguments importuns et sapent ainsi la capacité de la société à s'engager dans la réflexion (Magnani et Bertolotti, 2011).

Des études empiriques montrent toutefois que, mis à part quelques petits groupes en marge de la société, la grande majorité des utilisateurs des médias accèdent aux sources d'information publiques classiques et les utilisent, et qu'ils apprécient la *diversité* informationnelle, c'est-à-dire qu'ils recherchent et perçoivent spécifiquement sur internet les opinions et les publications médiatiques appartenant à d'autres groupes sociaux et en particulier aux opposants politiques (Möller et Helberger, 2018 ; Colleoni et al., 2014). Une étude de Seth Flaxman, Sharad Goel et Justin Rao (2016) sur l'utilisation d'internet par 50 000 Américains est particulièrement révélatrice à cet égard. Les auteurs concluent que l'utilisation des médias sociaux conduit en fait à un plus grand engagement vis-à-vis des opinions de ceux qui ont des opinions politiques différentes, en particulier ceux qui pourraient être considérés comme des opposants politiques. Cette constatation remet clairement en cause l'idée de bulles filtrantes mutuellement isolées. Cependant, l'étude montre également que la distance idéologique ou l'antagonisme entre ces groupes n'a pas diminué mais *s'est* au contraire *accrue* à la suite de ces rencontres médiatiques ; une radicalisation ou un durcissement des positions semble avoir eu lieu précisément par la rencontre avec des opinions dissidentes.<sup>9</sup> À première vue, cela contraste fortement avec l'attente développée ci-dessus selon laquelle, une fois que les citoyens s'engagent les uns avec les autres d'une manière délibérative et dialogique, ils se tendent la main et se rapprochent les uns des autres en conséquence. Ici, c'est le contraire qui semble se produire : la polarisation s'enracine davantage à travers les rencontres des citoyens entre eux.

Il s'agit maintenant de comprendre pourquoi il en est ainsi. Ma thèse est que si la perception d'événements réels importants - tels que la prise d'assaut du Capitole à Washington DC ou l'achèvement du Brexit en janvier 2021 - et les réactions politiques qu'ils suscitent dépassent clairement les limites des bulles de filtre individuelles, la communication autour de ces événements - leur "adaptation" discursive dans les mondes de vie des citoyens - n'en est pas moins importante.

et les réactions politiques à leur égard dépassent clairement les limites des bulles de filtre individuelles, la communication autour de ces événements - leur "adaptation" discursive dans les mondes de vie des observateurs et le développement des interprétations qui les entourent - se déroule néanmoins de plus en plus dans des "chambres d'écho". C'est ce que suggèrent les résultats. Cependant, ce n'est que dans l'appropriation communicative des événements qu'ils deviennent des *expériences* réelles, et la discussion et la délibération ont de plus en plus lieu entre ceux qui pensent de la même manière et non entre ceux qui pensent différemment. Dans ces espaces discursifs et ces mondes d'expérience "harmonisés", les opinions homologues se renforcent mutuellement et la distance entre ceux qui pensent différemment s'accroît. En d'autres termes, les gens recherchent des opinions divergentes précisément dans l'intention d'être indignés par elles et, ce faisant et grâce à ce processus, ils renforcent et confirment leur propre identité et leur propre vision du monde.

En l'absence d'espaces d'expérience et de rencontre partagés dans la vie réelle, les mondes discursifs des autres deviennent des stimulateurs d'excitation médiatique ; ils servent à générer des vagues d'indignation qui chargent et sécurisent affectivement les mondes sociaux existants. Ces processus sont à la base de phénomènes tels que le *shitstorm* et l'intolérance radicale basée sur les médias. La résonance transformatrice, qui se produit dans un processus d'atteindre et d'être atteint mutuellement, se produit rarement dans un tel contexte. Bien au contraire, au lieu d'une "sphère publique politique fonctionnelle", comme l'envisage Habermas, nous trouvons un plurivers fragmenté et polarisé de sous-groupes qui sont idéologiquement fermés et dont les mondes expérientiels sont largement déconnectés les uns des autres.

### **Au-delà de la fragmentation, de la confrontation ou de la fusion : Une sphère de résonance démocratique ?**

Bien qu'il ne faille pas surestimer la portée ou les effets des bulles de filtre et des chambres d'écho (Borgesius et al., 2016), il ne fait aucun doute que le changement structurel qui s'est produit dans les médias et la sphère publique socio-structurelle, ainsi que dans l'interaction entre eux, représente un énorme défi pour l'établissement d'une sphère publique politiquement résonnante qui peut constituer la base de la démocratie représentative.

Pour saisir correctement le fonctionnement de la démocratie en tant que sphère de résonance collective, la suggestion de Habermas selon laquelle la démocratie permet aux citoyens de *comprendre rationnellement* l'ordre collectif et le rôle qu'ils y jouent ne suffit évidemment pas. Au contraire, la démocratie moderne repose fondamentalement sur l'idée de *donner une voix audible*, une *présence perceptible et viscérale* à chaque individu, de sorte que la formation politique du monde devienne l'expression d'un chœur polyphonique vital. Cela signifie toutefois que l'attrait global de la démocratie ne peut se manifester qu'en liaison avec la conviction que toutes les voix sont porteuses d'un sentiment d'efficacité personnelle. Il devrait être tout à fait clair qu'un tel processus n'est pas possible sans la médiation des médias, ou sans la création préalable d'espaces médiatiques de résonance. Dans la société moderne, ce type de sensibilité démocratique et d'expérience du monde dépend du fonctionnement d'une sphère publique politique au sens développé au début, c'est-à-dire une sphère dans laquelle les voix provenant d'une multitude de scènes, d'arènes et d'institutions sont rendues audibles et sont filtrées par un processus réflexif médiatisé qui est lui-même "résonnant" par rapport aux mondes et aux espaces d'expérience quotidiens des gens. La démocratie n'est donc pas simplement une question de négociation entre les acteurs de la société civile et les citoyens.

Il s'agit plutôt d'un processus continu de sensibilisation à la diversité des perspectives, des modes d'existence et des formes de relation au monde.

Des auteurs tels que Nancy Love et George Kateb ont soutenu de manière convaincante que la démocratie n'est pas simplement une question d'extraction de la "voix de la raison", ni simplement une sphère de débat cognitif, mais qu'elle doit plutôt être comprise littéralement comme un "espace de résonance" viscéral pour la société civile. Kateb (2000 : 31) parle ici d'*un esthétisme démocratique* comme d'un état de "réceptivité ou de réactivité à la plus grande partie possible du monde - ses personnes, ses événements et ses situations, ses conditions, ses modèles et ses séquences".<sup>10</sup>

Cette conception n'a toutefois que peu de force de persuasion pour décrire la sphère publique politique moderne tardive. Les voix transportées et multipliées par les médias aujourd'hui semblent être rendues audibles soit par le *rire*, soit par un *cri de colère* et de *protestation*. Dans le premier cas, un public de masse est rassemblé devant un écran par le biais de la comédie ou de la satire politique, comme le *Daily Show* (autrefois avec Jon Stewart, aujourd'hui avec Trevor Noah) aux États-Unis, qui a battu tous les records et a été récompensé par de nombreux prix. Cela a pour effet de créer tout le contraire d'un espace de résonance politique, car la politique et les politiciens sont ridiculisés et mis à distance ; ils deviennent des personnifications de l'aliénation. Le cri de protestation, quant à lui, résonne dans les rues et sur les places des centres urbains du monde entier, ayant fait son chemin aussi bien sur les marches du Reichstag allemand que dans les salles vénérables du Capitole américain. Ces deux manifestations vocales peuvent être considérées comme des expressions d'aliénation. Elles sont le résultat d'une expérience du monde politique dans lequel les voix semblent ne pas trouver d'écoute, de réverbération, et où *le vote lui-même* est devenu inefficace ; c'est une expérience du monde marquée par des sentiments d'inefficacité politique de la part des citoyens. Il est remarquable que cela corresponde à une expérience d'impuissance de la part des représentants politiques également. Les hommes politiques déclarent souvent qu'ils se sentent en décalage avec un électorat qu'ils ne sont plus en mesure d'atteindre (Saward, 2010 ; Urbinati, 2019). La conséquence d'une telle perte de résonance est une orientation de plus en plus servile autour des sondages lorsqu'il s'agit de formuler des programmes politiques. Comme nous l'avons déjà vu, de tels développements ne servent pas à renforcer mais plutôt à miner la possibilité d'une sphère publique politique fonctionnelle. Ils peuvent être interprétés comme la preuve d'une crise croissante d'aliénation politique mutuelle dans les démocraties occidentales (Dörre et al., 2019). Au cœur de cette crise, on trouve la disparition des sujets politiques auto-efficaces - qui sont une promesse fondamentale de la modernité - et leur remplacement par des individus qui se vivent comme impuissants et aliénés non seulement aux conditions économiques mais aussi politiques : le monde sociopolitique ne leur répond plus ; il sert plutôt à dicter des cadres d'action à travers des contraintes qui se manifestent par l'émergence de politiques auxquelles " il n'y a pas d'alternative "

La question centrale de cet essai est donc de savoir comment le développement de la sensibilité démocratique et l'établissement d'un "espace de résonance" civil, qui permettent ensemble la reconnexion et la rétroaction de la politique représentative dans une sphère publique politique fonctionnelle, peuvent devenir structurellement concevables et culturellement vivables dans les conditions des États socialement fragmentés et mondialement interconnectés du 21<sup>e</sup> siècle. Comme j'ai essayé de le montrer, une telle sphère publique est fondée sur un processus de résonance à double sens englobant l'adaptation mutuelle viscérale, émotionnelle et cognitive de positions, d'intérêts et de perspectives différents dans un espace de rencontre entre les citoyens d'une part et entre les citoyens ordinaires et les représentants politiques d'autre part. Le bon fonctionnement de ce processus

Le bon fonctionnement de ce processus conduit au déploiement dynamique d'actes d'écoute et de réponse à multiples facettes, qui à leur tour fournissent la base d'une opinion publique qui sert à légitimer les décisions de la démocratie représentative dans son ensemble. Les conditions préalables à un tel processus sont au nombre de trois : premièrement, elles exigent le développement procédural d'une perspective participative civique à partir de la base ; deuxièmement, elles exigent un sens de la réactivité de la part des représentants ; troisièmement, et c'est le plus important, elles exigent l'existence d'espaces de rencontre physiques et médiatiques capables d'enclencher et de préserver les processus de résonance correspondants. Pour conclure, je voudrais donc proposer trois leviers institutionnels correspondants sous les trois rubriques de la *participation*, de la *représentation* et des *espaces de rencontre* qui pourraient être utilisés pour créer de telles conditions - et donc pour réaliser ce que Habermas avait à l'esprit avec l'idée d'une "sphère publique fonctionnant politiquement", ou ce que l'on pourrait appeler la "résonance démocratique" dans mon propre dictionnaire.

A) *La participation* : En ce qui concerne la qualité de la sphère publique, il existe manifestement une tension entre l'idée d'un *développement* processuel et *délibératif des arguments*, d'une part, et l'exigence d'une inclusion universelle et égale de toutes les opinions, d'autre part. Alors que la première exige un engagement participatif dans lequel les perspectives civiques peuvent progressivement se déployer, la seconde peut, par exemple, être obtenue par le biais de référendums ou de sondages d'opinion représentatifs. Une équipe de chercheurs dirigée par le politologue et spécialiste de la communication américain James S. Fishkin travaille donc depuis de nombreuses années à l'élaboration et à l'expérimentation de modèles institutionnels capables de combiner l'un et l'autre (Fishkin, 1995). Fishkin et Robert Luskin (2005 : 285) identifient une tendance presque mondiale vers un rééquilibrage de la première exigence vers la seconde : "Donner plus de voix au grand public, qui n'est généralement pas très délibératif, a signifié diminuer le niveau de délibération derrière la prise de décision politique. Au fur et à mesure que l'égalité politique s'est accrue, la délibération a diminué". Dans la mesure où cette évaluation est correcte, les décisions politiques, qui doivent nécessairement être guidées par l'opinion publique, sont de plus en plus des questions d'*intuition*. Fishkin et ses collègues ont donc mis au point et testé un instrument intitulé "*Deliberative Polling*", dans lequel un échantillon aléatoire, mais aussi représentatif que possible, de citoyens entre dans un processus de délibération commune au cours duquel ils forment leurs convictions sur une question politique particulière, s'informent davantage, développent et testent leurs arguments, discutent de la question entre eux et tentent de parvenir à une décision commune. La délibération réside dans l'apprentissage, la réflexion et la discussion qui distinguent les sondages délibératifs des sondages conventionnels. L'égalité politique découle de l'échantillonnage aléatoire. En théorie, chaque citoyen a une chance égale d'être choisi pour participer et, en moyenne, sur un échantillonnage infiniment répété de la même population, l'échantillon ressemblerait exactement à la population" (Fishkin et Luskin, 2005 : 287). Dans la mesure où un tel groupe de citoyens consultatifs est libre de toute considération de parti ou de carrière politique et qu'il n'est soumis à aucune influence préalable de la part des lobbyistes, il y a de bonnes raisons de supposer qu'un tel processus de formation de l'opinion peut obtenir un plus grand degré de "résonance" dans son *mode d'écoute et de réponse* que ce que l'on peut trouver dans les procédures parlementaires normales. Les effets de la réactivité politique sélective, que la recherche a identifiés dans la législation actuelle aux États-Unis et en Allemagne comme les préférences politiques des groupes sociaux plus aisés, sont pris en compte de manière beaucoup plus importante dans les décisions (Ura et Ellis, 2008 ;

Elsässer et al., 2017) et sont également susceptibles d'être nettement plus faibles dans de telles procédures. Dans le prolongement de ces travaux, Hubertus Buchstein a étudié la manière dont les institutions d'une démocratie "aléatoire", dans laquelle il existe des organes consultatifs et éventuellement décisionnels dont les représentants sont tirés au sort parmi la population, peuvent contribuer à la revitalisation d'un public fonctionnant politiquement. Il présente des preuves empiriques à l'appui d'un certain nombre de conclusions : premièrement, de tels organes rendent audible une plus grande diversité de voix que ne le permettent les organes représentatifs conventionnels ; deuxièmement, ils ne donnent pas seulement lieu à des expériences d'auto-efficacité plus élevées parmi les participants, mais ils leur permettent également de développer une meilleure compréhension des autres positions" du processus d'*écoute et de réponse* ; troisièmement, les positions des participants sont significativement transformées à la suite de leur participation au processus : "Un [...] résultat solide de la recherche empirique était que, au cours du processus de consultation, il y avait des changements clairs dans les opinions des participants au niveau des données agrégées" (Buchstein, 2018 : 229, ma traduction).

Ainsi, la divergence entre ces constats et la polarisation des positions qui résulte de l'appréhension mutuelle à travers les canaux des médias sociaux est tout à fait frappante : alors que cette dernière comporte le danger d'une fragmentation, d'une radicalisation et d'un durcissement mutuel croissants, conduisant à une hostilité accrue, voire à la haine et au dégoût entre les tenants de positions politiques différentes<sup>11</sup>, les procédures de rencontres délibératives participatives semblent permettre une fluidification des différences et un processus concomitant de rapprochement mutuel. Lorsque de telles institutions sont développées et déployées, elles semblent transformer non seulement les attitudes politiques des personnes directement impliquées, mais aussi celles du public politique dans son ensemble, puisque tous se considèrent désormais comme des décideurs potentiels.

B) *La représentation* : Les éléments d'une telle transformation *participative* (et assez viscérale) du processus de formation de l'opinion ne sont pas censés rendre superflues les institutions de la représentation politique conventionnelle. Cependant, une conception à part entière d'un processus de formation d'opinion et de prise de décision qui résonne à la fois pour ceux qui sont représentés et pour ceux qui représentent nécessite également un changement dans le *mode pratique* des relations constituant la représentation. Dans presque toutes les démocraties établies, au cours du 21<sup>e</sup> siècle, les *sondages d'opinion* ont acquis une importance presque primordiale dans la formulation des programmes politiques, des propositions de politiques et des positions des partis et des candidats (Genovese et Streb, 2004). La relation fondamentale entre les hommes politiques et les électeurs est telle que les partis et les hommes politiques demandent, sentent et recherchent "ce que les gens veulent" et tentent ensuite de le réaliser, ou du moins de le promettre de manière convaincante. Ainsi, les représentants politiques deviennent en quelque sorte les "délégués" de quelque chose qui représente en fin de compte une opinion publique non publique, tout en essayant, pour leur part, d'influencer cette opinion en leur faveur par l'intermédiaire de "spin doctors". A première vue, cela pourrait donner l'apparence d'une *écoute et d'une réponse*, mais un examen plus approfondi révèle qu'une telle relation entre les électeurs et les représentants n'est précisément *pas* une relation de résonance : il *ne s'agit pas* d'un processus d'écoute et de réponse qui s'atteignent ou se connectent mutuellement, puisque les programmes politiques créés de cette manière ne constituent rien d'autre qu'une sorte d'"écho vide" en réponse à un *agrégat d'opinions privées*. Ces opinions, à leur tour, *ne* sont *pas* le résultat de processus de formation de l'opinion publique qui pourraient avoir lieu au sein d'une "sphère publique politique fonctionnelle

mais ils sont formés en amont de toute forme de conflit politique. Les électeurs et les délégués ne sont pas en mesure de "se tendre la main" dans le cadre d'un processus transformateur de rencontre et d'échange, mais ils restent dans une sorte de relation mi-délégative, mi-manipulatrice. La "voix" qui s'exprime à travers ce processus n'appartient finalement à *personne*, elle n'a aucun pouvoir de résonance entre les citoyens et les institutions ou par rapport à l'avenir.

Les critiques d'un tel mode de représentation ont, à l'instar de Max Weber et d'Edmund Burke, réclamé à plusieurs reprises un "leadership" politique : les hommes politiques devraient *façonner* l'opinion publique, et non être guidés par elle, selon cet argument (Körösenyi, 2005). Selon ce point de vue, les gens seraient prêts à suivre la voix d'un "leader" politique qui possède suffisamment de charisme et d'authenticité. Dans ce modèle, la relation entre les électeurs et les délégués est une *relation de confiance* (unilatérale) ; l'opinion publique sert ici presque exclusivement à soutenir des processus d'appropriation ou de légitimation *ex post* et ascendants<sup>12</sup>.

Une conception de la représentation démocratique basée sur la théorie de la résonance, en revanche, part de l'idée que cette relation devrait être fondée sur la transmission mutuelle des voix : les hommes politiques et les partis se rendent "audibles" en articulant une conception particulière, "authentique" et *substantielle* de la politique publique qu'ils croient servir le bien commun. Ils se montrent ensuite réceptifs aux objections et aux contre-propositions de la sphère publique, non pas en adaptant simplement leurs positions à ces dernières, mais en les rejoignant et en les transformant par l'argumentation<sup>13</sup>.

C) *Des espaces de rencontre* : Ce type d'adaptation et d'appropriation mutuelles exige toutefois plus que la simple mise à disposition d'espaces pour le débat politique d'une part et pour l'articulation de points de vue et d'intérêts particuliers d'autre part. Elle présuppose que les mondes de vie et les univers médiatiques hétérogènes des citoyens partagent encore un certain stock minimum de connaissances et d'interprétations, mais aussi des images, des histoires, des récits et même des chansons significatifs - c'est-à-dire qu'ils partagent une *base viscérale* - qui permettent de reconnaître les contours et les éléments constitutifs d'un monde à façonner politiquement. Ces contours sont une condition préalable pour déterminer les lignes de fracture et les points de différence de manière à ce que la confrontation discursive et la transformation politique deviennent possibles. Une sphère publique politique fonctionnelle exige, comme nous l'avons vu, un chevauchement suffisant des différents mondes de vie. Le fait qu'il ne reste pratiquement plus d'histoires ou de chansons que des enfants ou des jeunes issus de milieux sociaux différents pourraient raconter ou chanter ensemble pourrait être un indicateur important de l'*absence* actuelle d'une telle structure d'arrière-plan viscérale et partagée.

Il ne fait aucun doute que l'accès au monde par le biais des médias est d'une importance capitale, tant pour assurer une base commune de connaissances et d'expériences viscérales que pour créer des espaces de rencontre dans lesquels les différences politiques et culturelles peuvent être articulées et rendues visibles de telle sorte qu'elles ne génèrent pas simplement de la répulsion, ne se durcissent pas et ne s'intensifient pas, mais qu'elles se liquéfient et deviennent praticables. L'existence de médias publics sécurisés et garantis par l'État est donc d'une importance cruciale. Pour les sujets de la modernité tardive, les médias constituent, à bien des égards, le principal moyen d'accès au monde en général ; les médias créent ou génèrent littéralement des connexions avec le monde "extérieur". La radio, la télévision et l'internet sont des canaux par lesquels les sujets

Ils se confirment à eux-mêmes que le monde existe et qu'il est présent, et ce n'est en aucun cas le cas des individus isolés, pour qui la voix de la radio ou le visage sur l'écran sont littéralement indispensables à leur perception d'un monde extérieur vivant et parlant. À bien des égards, *la nature de ce monde extérieur* est conférée aux individus précisément dans et par les médias (électroniques). Si, dans la lutte pour l'attention, les clics et les quotas, les médias (re)présentent le monde comme menaçant, dangereux, aliénant, spectaculaire et surdimensionné, alors la consommation de médias contribue à la fragmentation et à la polarisation sociales et culturelles de la manière décrite ci-dessus. Ces médias empêchent la création d'espaces de rencontre pour une sphère publique fonctionnelle. L'existence de chaînes de télévision spécialisées, de canaux Internet et de communautés de discussion adaptés à chaque position idéologique ou à chaque style de vie ne sert pas en soi à garantir un espace de rencontre public, mais plutôt à le supprimer. L'argument maintes fois avancé par les opposants aux médias de service public, selon lequel le pluralisme des mondes de vie exige un pluralisme médiatique correspondant et rend la "radiodiffusion d'État" superflue, voire illégitime, ne reconnaît pas, à mon avis, son rôle réel dans la formation de l'opinion publique. Les médias de service public ne doivent pas représenter eux-mêmes une opinion ou une position, mais, en tant qu'infrastructure fournissant une plate-forme viscérale pour la connaissance, l'interprétation et la discussion, permettre la *rencontre* délibérative et transformatrice d'une pluralité de voix. Leur mission doit être de relier et de maintenir ensemble un multivers social par la création d'un socle commun de connaissances, d'une part, et par la mise en place d'un forum d'échange démocratique servant d'espace de rencontre pour tous les groupes, milieux et strates, d'autre part. Si *l'écoute et la réponse* constituent les piliers fondamentaux d'une relation résonnante au monde, alors *l'écoute* (dans son sens le plus large de perception qui inclut la vue, la lecture et même *l'odorat* et *le sentiment*) et *la réponse* devraient également servir de repères qui indiquent la voie à suivre pour la restructuration des offres médiatiques de service public (Rosa, 2017). C'est précisément lorsque les mondes de vie des différents milieux se ferment les uns aux autres que l'échange médiatique et les rencontres médiatisées deviennent le forum central de la société civile. C'est là que les mondes de vie peuvent être mis en résonance les uns avec les autres afin de permettre la reconnexion de la politique démocratique avec la formation de l'opinion publique. Pour ce faire, les programmes et les formats ne doivent pas être adaptés à des groupes cibles spécifiques, mais doivent viser à créer un espace dans lequel même les groupes cibles les plus divers se rencontrent et trouvent un "fondement viscéral" commun.

Il est toutefois difficile de répondre à la question de savoir comment ce mandat doit être rempli et comment l'espace médiatique peut fonctionner en tant qu'espace de résonance. Il est essentiel que le fait *d'écouter et de répondre* signifie autre chose que "dire enfin ce que l'on pense". Il existe déjà d'innombrables forums qui permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions, d'extérioriser leur colère ou d'exprimer leur accord ou leur désaccord par le biais de *mentions "j'aime"* ou *"je n'aime pas"*. Ce sont certes des moyens d'expression, mais ils empêchent la résonance démocratique plus souvent qu'ils ne la favorisent. L'intention *n'est pas de se laisser toucher*, mais plutôt de faire taire l'opinion divergente. Les talk-shows et autres formats conçus pour l'intensification et l'escalade des conflits font peut-être de l'audience, mais ils renforcent une forme de rencontre dans laquelle l'objectif est de marquer des points, d'"achever" les arguments de l'autre par des manœuvres stratégiques. Cela ne crée pas une sphère de résonance ouverte à un processus de transformation mutuelle. L'espace conflictuel ainsi créé se prolonge alors dans les rues

(ou sur les marches du Capitole ou du Reichstag) et devient un champ de bataille antagoniste dans lequel la tâche principale est l'*affirmation de soi*.

Un problème supplémentaire pour les médias conventionnels est que leurs formats servent souvent à empêcher le caractère fondamentalement incontrôlable et ouvert de l'interaction résonante (Rosa, 2020) : les formats radiophoniques, mais dans une bien plus large mesure les émissions télévisées, même lorsqu'elles mettent en scène des rencontres entre différentes perspectives, sont régulièrement conçues de telle sorte que des sujets particuliers doivent être traités dans des périodes de temps précisément définies et selon des étapes précisément prédéterminées. De tels formats agissent comme des "tueurs de résonance" stériles : ici, les gens ne sont pas censés écouter, être touchés et réagir ; et les transformations imprévues ne sont certainement pas censées se produire.

Cependant, il n'y a pas de raison systématique de supposer que les médias numériques ne sont pas capables d'être "reconstruits" à partir d'espaces de confrontation conçus pour le conflit et la polarisation et basés sur la fragmentation des mondes d'expérience, en zones de résonance démocratiques-participatives. En effet, les médias ont plus à offrir que des mots et des arguments ; ils sont aussi des espaces sonores et des galeries, et ils ont la capacité de rendre visible et audible la dimension viscérale et esthétique de l'espace sonore civique dans toute sa couleur et son étendue. Les longs métrages, les programmes musicaux, les programmes sportifs, etc. peuvent y contribuer. Plus ces sons, ces images, ces histoires sont *partagés* dans tous les milieux, plus ils ont le potentiel d'ouvrir un espace démocratique de résonance<sup>14</sup>. Un tel espace ne sert pas à étouffer ou à réprimer les conflits, mais à fournir un contexte partagé et viscéral pour qu'ils soient réglés ou négociés. Le concept de résonance peut donc servir de boussole pour repenser l'organisation et l'orientation des espaces publics de rencontre.

Parce que les gens sont des êtres incarnés, les espaces de rencontre basés sur les médias ne peuvent pas remplacer complètement les lieux d'interaction physiques. Pour que la sphère publique politique fonctionne, il faut aussi des zones de convivialité et d'interaction dans lesquelles les différentes classes, milieux et tranches d'âge se rencontrent de manière véritablement viscérale - c'est-à-dire auditive, haptique, olfactive. Il s'agit notamment de forums de dialogue qui sont conçus dès le départ non pas à des fins de confrontation argumentée, mais pour l'échange d'idées et d'histoires concernant une vie commune réussie. Les espaces de rencontre devraient également inclure, par exemple, les comités locaux et les assemblées de citoyens, dans lesquels les décisions sont réellement prises au niveau local et à travers lesquels l'auto-efficacité politique et la transformation des intérêts bourgeois particularistes en une perspective civique peuvent être réellement expérimentées dans le cadre d'un processus en bonne et due forme. Il y a trois décennies déjà, Benjamin Barber tentait de comprendre comment la participation politique partagée à des *projets* communs pouvait créer un sentiment de communauté et une perspective (civique) non exclusive puisqu'elle ne repose pas sur des points communs ethniques, religieux, sociaux ou historiques *préalablement* partagés, mais sur une coopération concrète et matérielle (Barber, 1992).

La formation d'un espace public qui non seulement favorise les rencontres physiques et discursives entre différents groupes sociaux, mais qui est également capable de créer un espace de résonance "viscéral" partagé, peut également être encouragée par des institutions qui ne sont ni politiques ni délibératives de par leur conception. Il peut s'agir de cafés d'histoires dans lesquels les récits biographiques et les expériences génèrent une résonance narrative ; d'écoles et de crèches déségrégues ; d'associations qui visent à être inclusives au-delà des frontières sociales et qui permettent des rencontres quotidiennes dans le monde de la vie. Pour ceux qui veulent s'accrocher

Pour l'idée d'une sphère publique politique fonctionnelle, cette infrastructure est d'une importance capitale. Il s'agit d'une condition préalable essentielle au démarrage des processus de formation de l'opinion politique publique et d'une véritable gouvernance démocratique.

## ORCID iD

Hartmut Rosa  <https://orcid.org/0000-0001-8030-7405>

## Notes

1. Cité selon la nouvelle édition publiée en 1990, à laquelle Habermas a ajouté un avant-propos substantiel.
2. Habermas définit et affine ce concept dans *Between Facts and Norms* (1998).
3. *L'écoute et la réponse* constituent les moments clés de la "résonance démocratique" (Rosa, 2019a : 215-25 ; 2019b : 160-88).
4. Sur la confusion entre les résultats des enquêtes et l'opinion publique, voir également Habermas (1990 : 352-9).
5. Habermas poursuit en citant avec approbation Bernard Manin, en écrivant que : "[L]a source de la légitimité n'est pas la volonté prédéterminée des individus, mais plutôt le processus de sa formation : La source de la légitimité n'est pas la volonté prédéterminée des individus, mais plutôt le processus de sa formation [...]. Une décision légitime ne représente pas la volonté de tous, mais résulte de la délibération de tous. C'est le processus de formation de la volonté de chacun qui confère sa légitimité au résultat, plutôt que la somme des volontés déjà formées". Il a ensuite développé cette idée en détail dans *Between Facts and Norms* (1998).
6. L'éloignement des mondes de vie a été étudié en particulier dans les études sociologiques urbaines, cf. par exemple Kronauer et Siebel (2013). Sur l'étendue et les effets d'une telle séparation des mondes de vie pour la possibilité d'une sphère publique, voir également Dawson (2006).
7. Cette restructuration est au cœur des études de Robert D. Putnam (voir par exemple Putnam, 2020).
8. Cf. la publication influente de Cass R. Sunstein *#Republic* (2017) ; voir également Pham et al. (2020). Le concept de bulle de filtration remonte à Eli Pariser (2011).
9. Un résultat similaire peut être trouvé dans la recherche de Kitchens, Johnson et Gray (2020) concernant les utilisateurs de Facebook aux États-Unis. Il semble y avoir une contre-tendance à une plus grande modération politique parmi les utilisateurs de Reddit - Facebook, cependant, est le média le plus courant.
10. Une conception plus radicale peut être trouvée dans Love (2006).
11. Cf. le projet financé par l'ERC "The Age of Hostility : Understanding the Nature, Dynamics, Determinants, and Consequences of Citizens' Electoral Hostility in 27 Democracies", dirigé par le politologue Michael Bruter, de la London School of Economics.
12. Sur la ressemblance de cette conception avec les formes contemporaines de populisme politique, voir Urbinati (2019).
13. La conception influente de Hanna F. La conception influente de la représentation de Pitkin (1972), et en particulier sa notion de réactivité (entre les représentants et les représentés), est déjà très proche de cette conception de la démocratie fondée sur la théorie de la résonance. Pour une critique de cette conception, voir Saward (2010).
14. Cf. l'étude éclairante de Maria Pia Lara, *Beyond the Public Sphere : Film and the Feminist Imaginary* (2021).

## Références

- Arendt, H (1958) Kultur und Politik. In : Arendt H, *Zwischen Vergangenheit und Zukunft. Übungen im politischen Denken*. München : Piper, pp. 277-302.
- Arendt, H (1998) *La condition humaine*. Chicago : University of Chicago Press.

- Barber, B (1992) *Strong Democracy : Participatory Politics for a New Age*. Berkeley : University of California Press.
- Boczkowski, PJ et Papacharissi, Z (eds) (2018) *Trump and the Media*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Borgesius, F, et al (2016) Should we worry about filter bubbles ? *Internet Policy Review. Journal on Internet Regulation* 5(1). <https://doi.org/10.14763/2016.1.401>
- Bourdieu, P (2010) *Distinction : Une critique sociale du jugement de goût*. Londres : Routledge.
- Buchstein, H (2018) Auf dem Weg zur Postwachstumsgesellschaft - Von der Resonanztheorie zur aleatorischen Demokratie. *Berliner Journal für Soziologie* 28 : 209-236.
- Colleoni, E, Rozza, A, et Arvidsson, A (2014) Echo chamber or public sphere ? Predicting political orientation and measuring political homophily in Twitter using big data (Prédire l'orientation politique et mesurer l'homophilie politique sur Twitter à l'aide de données massives). *Journal of Communication* 64 : 317-332.
- Dawson, MC (2006) After the deluge : Publics and publicity in Katrina's wake. *Du Bois Review : Social Science Research on Race* 3 : 239-249.
- Dean, J (2003) Why the net is not a public sphere. *Constellations* 10 : 95-112.
- Dörre, K et Fraser, N, et al. (2019) *Was stimmt nicht mit der Demokratie ? Eine Debatte*, ed. Ketterer, H, et Becker, K. Berlin : Suhrkamp.
- Elsässer, L, Hense, S, et Schäfer, A (2017) 'Dem Deutschen Volke' ? Die ungleiche Responsivität des deutschen Bundestags. *Zeitschrift für Politikwissenschaft* 27 : 161-180.
- Fishkin, JS (1995) *La voix du peuple : Public Opinion and Democracy*. New Haven : Yale University Press.
- Fishkin, JS et Luskin, RC (2005) Experimenting with a democratic ideal : Deliberative polling and public opinion. *Acta Politica* 40 : 284-298.
- Flaxman, S, Goel, S, et Rao, JM (2016) Filter bubbles, echo chambers, and online news consumption. *Public Opinion Quarterly* 80 : 298-320.
- Genovese, MA et Streb, MJ (eds) (2004) *Polls and Politics : The Dilemmas of Democracy*. Albany : State University of New York Press.
- Goodhart, D (2017) *The Road to Somewhere : Les nouvelles tribus qui façonnent la politique britannique*. Londres : Penguin Books.
- Habermas, J (1989 [1962]) *La transformation structurelle de la sphère publique*. Cambridge : Polity.
- Habermas, J (1986) *The Theory of Communicative Action, 2 vol.* Cambridge : Polity.
- Habermas, J (1990) *Strukturwandel der Öffentlichkeit* (éd. révisée avec un nouvel avant-propos). Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp.
- Habermas, J (1998) *Entre faits et normes : Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Hedayatifar, L, et al. (2019) US social fragmentation at multiple scales. *Journal of the Royal Society Interface* 16. <http://doi.org/10.1098/rsif.2019.0509>
- Hennis, W (1999 [1957]) Meinungsforschung und repräsentative Demokratie. Zur Kritik politischer Umfragen. Réimprimé dans : Hennis W, *Regieren im modernen Staat*. Tübingen : Mohr Siebeck, pp. 37-88.
- Kateb, G (2000) Esthétisme et moralité : Leur coopération et leur hostilité. *Political Theory* 28 : 5-37.
- Kielmansegg, PG (1977) *Volkssouveränität. Eine Untersuchung der Bedingungen demokratischer Legitimität*. Stuttgart : Klett.
- Kitchens, B, Johnson, SL, et Gray, P (2020) Understanding echo chambers and filter bubbles : The impact of social media on diversification and partisan shifts in news consumption. *MIS Quarterly* 44 : 1619-1649.
- Körösenyi, A (2005) Political representation in leader democracy. *Gouvernement et opposition* 40 : 358-378.

- Lara, MP (2021) *Beyond the Public Sphere : Film and the Feminist Imaginary*. Evanston : Northwestern University Press.
- Love, N (2006) *Musical Democracy*. Albany : State University of New York Press.
- Kronauer, M et Siebel, W (eds) (2013) *Polarisierte Städte. Soziale Ungleichheit als Herausforderung für die Stadtpolitik*. Francfort : Campus.
- Magnani, L et Bertolotti, T (2011) Cognitive bubbles and firewalls : Epistemic immunizations in human reasoning. *Proceedings of the Annual Meeting of the Cognitive Science Society* 33 : 3370-3375.
- Möller, J et Helberger, N (2018) *Beyond the Filter Bubble : Concepts, mythes, preuves et questions pour les débats futurs*. Amsterdam : Université d'Amsterdam DARE.
- Pariser, E (2011) *The Filter Bubble : Ce qu'Internet vous cache*. Londres : Pham, TM, et al.
- (2020) The effect of social balance on social fragmentation. *Journal of the Royal Society Interface*. <https://doi.org/10.1098/rsif.2020.0752>
- Pitkin, HF (1972) *The Concept of Representation*. Berkeley : University of California Press.
- Putnam, RD (2020) *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community* (avec une nouvelle préface et une postface de l'auteur). New York : Simon & Schuster.
- Rosa, H (2017) Resonanzsphäre der Gesellschaft ? Der Bildungs- und Demokratieforschung des öffentlich-rechtlichen Rundfunks im digitalen Medienzeitalter. In : *Der Auftrag : Bildung im Digitalen Zeitalter* (Public Value Jahresstudie 2016/17), ed. ORF et BR, Vienne, pp. 6-33.
- Rosa, H (2019a) *Résonance : Une sociologie de notre relation au monde*. Cambridge : Polity.
- Rosa, H (2019b) Demokratie und Gemeinwohl : Versuch einer resonanztheoretischen Neubestimmung. In : *Was stimmt nicht mit der Demokratie ? Eine Debatte mit Klaus Dörre, Nancy Fraser, Stephan Lessenich und Hartmut Rosa*, ed. Ketterer, H, et Becker, K. Berlin : Suhrkamp, pp. 160-188.
- Rosa, H (2020) *The Uncontrollability of the World*. Cambridge : Polity Press.
- Saward, M (2010) *The Representative Claim*. Oxford : Oxford University Press.
- Sunstein, SR (2017) *#Republic : La démocratie divisée à l'ère des médias sociaux*. Princeton : Princeton University Press.
- Ura, JD et Ellis, CR (2008) Income, preferences, and the dynamics of policy responsiveness. *Political Science and Politics* 41(4) : 785-794.
- Urbinati, N (2019) *Me the People : How Populism Transforms Democracy*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Van Eijk, G (2011) "They eat potatoes, I eat rice" : Symbolic boundary making and space in neighbour relations (Ils mangent des pommes de terre, je mange du riz). *Sociological Research Online* 16(4). <http://www.socresonline.org.uk/16/4/2.html> > 10.5153/sro.2471

**Hartmut Rosa** est directeur du Max-Weber-Center/Institut d'études avancées de l'université d'Erfurt et titulaire de la chaire de sociologie et de théorie sociale à l'université Friedrich Schiller d'Iéna, en Allemagne. Il a été rédacteur en chef de *Time and Society* de 2008 à 2018.

**Cet article fait partie du numéro spécial de *Theory, Culture & Society* intitulé "A New Structural Transformation of the Public Sphere ?" (Une nouvelle transformation structurelle de la sphère publique), édité par Martin Seeliger et Sebastian Seignani.**